

BRETAGNE *en luttas !*



BREIZH *a stourm !*

Le 6 décembre prochain, les Breton-ne-s seront appelés à voter pour les élections régionales dans un climat de mécontentement social généralisé.

De jours en jours, chacun perçoit combien ce gouvernement est au service des plus riches, et veut faire subir aux pauvres une politique d'austérité qui dégrade toujours plus nos conditions de vie. **La révolte populaire, légitime face à la classe politique en place, ne doit pas être manipulée au profit de l'extrême-droite, ou d'une droite extrême, toute aussi xénophobe que la première.**

C'est pourquoi pour nous, militants syndicaux, associatifs, féministes, écologistes, impliqués dans des dynamiques de luttes anticapitalistes en Bretagne, nous pensons qu'il faut construire ici **une alternative démocratique indépendantiste et indépendante du PS**, comme de ses ex et futurs alliés, au premier et au second tour des élections régionales.

Une alternative qui osera se faire le porte-voix des luttes sociales, environnementales, linguistiques et démocratiques de Bretagne. **Une liste qui affirmera sans complexe que la lutte collective, dans la rue, dans les usines, les quartiers et les campagnes, permettra de combattre la politique antisociale des gouvernements de Paris.** Pour ce faire, **l'indépendance de la Bretagne** peut amener une rupture institutionnelle face au système que l'on nous impose.

Les luttes en faveur de la défense de l'environnement démontrent que nous n'avons aucun pouvoir de décision sur notre cadre de vie en Bretagne. **Le gouvernement prétendument socialiste de Paris veut saccager nos territoires aux profits d'une minorité de capitalistes, comme avec l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, avec les projets d'extraction de sable à Lannion, de minerais dans le Trégor et ailleurs, le projet de centrale à gaz à Landivisiau...**

Les mobilisations dans les services publics, hospitaliers, d'éducation et du transport, pour les salaires et l'emploi nous rappellent qu'en matière sociale, rien n'est définitivement acquis. **Nos politiciens locaux, fussent-ils « régionalistes », incapables de prendre des initiatives courageuses, ne manqueront pas de mettre en œuvre à l'échelle de la Bretagne la politique d'austérité imposée par Paris et l'Europe.**

Ce scrutin se déroulera après un changement institutionnel concernant directement les régions. Une fois encore, **tout a été décidé à Paris sans aucune consultation des habitants !** La réforme territoriale a entraîné un sentiment de frustration. Malgré les aspirations démocratiques qui se sont exprimées en Bretagne, le pays Nantais reste exclu de notre territoire. **Le peuple breton, comme les Catalans et les Écossais, a le droit de s'exprimer par référendum sur l'évolution institutionnelle de la Bretagne, de Brest à Clisson.**

Les compétences de la région ne nous conviennent pas. Dans le domaine des transports, des lycées, des sports, de la formation, de la politique culturelle, l'État se décharge sur une collectivité sans pouvoir, ni politique ni économique. **Le budget de la région, maigre avant la politique d'austérité du gouvernement Valls-Hollande, est réduit à la stricte gestion des compétences. Il n'y a aucune marge de manœuvre. Le pacte de responsabilité voté en 2014 va encore aggraver les choses, puisque 11 de ces 50 milliards d'économies seront amputées du fonctionnement des collectivités territoriales.** L'impact sera considérable sur les services publics locaux et les subventions aux associations, comme en témoigne déjà la baisse de dotation aux communes. Ceux qui prétendent gérer demain la région sans poser la rupture avec ce sous-statut pour la Bretagne, **n'auront d'autres choix que d'appliquer ici ces mesures d'austérité.**

Nous ne nous présentons pas pour gérer l'institution régionale, **nous voulons y être le cheval de Troie des mouvements sociaux et des salariés en lutte**, pour y faire entendre leurs voix et appuyer leurs combats. Nous voulons **contrôler et décider nous-mêmes, là où nous vivons et où nous travaillons**, pour le bénéfice du plus grand nombre et non d'une minorité de riches.

**Le 6 décembre et après, luttons pour une Bretagne indépendante, anticapitaliste, féministe et écologiste !
Bebet Breizh dizalc'h evit cheñch penn d'ar vazh !**

*D'ar 6 a viz Kerzu e votin evit
Breizh a stourm !*

Liste menée par **Gael ROBLIN**,

Charlotte BLEUNVEN (N°1 pour le Finistère), **Alan LE CLOAREC** (N°1 pour le Morbihan),
Nardjas BENKHADDA (N°1 pour l'Ille-et-Vilaine), **Yoann COLAS** (N°1 pour les Côtes-d'Armor).

Consultez la liste complète des 91 noms sur www.bretagne-info.org



Le 6 et le 13 décembre 2015, votons pour la liste Bretagne en luttas !

Nous nous engageons à défendre la mise en place d'un programme en 20 points et applicable immédiatement.
Un programme d'urgence sociale, environnementale, culturelle et démocratique.

1 - Annuler la subvention de 29 millions d'euros du conseil régional de Bretagne attribuée au syndicat d'exploitation de l'aéroport de NDDL. Cet argent doit servir aux associations de lutte contre les projets d'extractions de sables, de minerais, de central à gaz et d'aéroport.

2 - Créer un vrai service ferroviaire public régional et annuler les délibérations des subventions au plan : Ligne Grande Vitesse Le Mans-Rennes, Bretagne Grande Vitesse, TGV État-région qui force la région à subventionner les Trains Grande Vitesse.

Rénover des lignes TER (les gares et les passages à niveaux).
Nous refusons l'abandon et la subvention des lignes de fret au privé (Combiwest depuis Morlaix ou Rennes, et ECR sur Pontivy-Auray). Ils renforcent le transport routier et tirent vers le bas les droits des travailleurs du rail. Il faut développer la gratuité des transports, un juste accès au train dans les territoires ruraux et la réouverture d'une ligne nord-sud en Bretagne.

3 - Proposer des alternatives à la spéculation en augmentant le budget de l'établissement public foncier de Bretagne pour aider les petites communes à préempter terres et bâtiments.

4 - Exiger du gouvernement, au nom des travailleurs de Bretagne :

- L'interdiction des licenciements
- La mise en place d'un SMIC européen pour briser le dumping social.
- L'obligation de l'égalité de salaires entre hommes et femmes.

5 - Expérimenter la mise en place d'un revenu de base.

6 - Exiger un audit de l'utilisation des 2 milliards du pacte d'avenir pour la Bretagne octroyés par l'État au lendemain du mouvement des bonnets rouges pour savoir qui vraiment a bénéficié de cette somme.

7 - Plafonner les salaires des conseillers régionaux au niveau de celui d'ouvriers de l'agroalimentaire.

8 - Créer une régie régionale publique de l'eau en mutualisant les compétences dans ce domaine pour que la gestion de l'eau redevienne publique sur l'ensemble de notre territoire.

9 - Augmenter les subventions aux associations féministes et LGBT pour lutter contre le sexisme et l'homophobie à grande échelle. Pour permettre au planning familial d'intervenir dans les territoires ruraux et dans tous les établissements secondaires.

10 - Développer un service public de la petite enfance à grande échelle y compris dans les zones rurales.

11 - Renégocier la convention spécifique sur les langues de

Bretagne entre l'État et la région Bretagne pour une politique linguistique cohérente en faveur de la langue bretonne dans l'enseignement en intégrant les établissements immersifs Diwan dans un service public local, avec un lycée Diwan dans chaque département. **Renforcer la formation professionnelle et la présence de la langue bretonne dans les médias et dans la vie publique pour construire l'officialisation de la langue bretonne.** Brezhoneg ofisiel eus Brest betek Klison !

12 - Organiser (avec ou sans l'autorisation de Paris !) un référendum sur l'évolution institutionnelle de la Bretagne (pays nantais inclus) pour consulter le peuple breton par l'exercice de son droit à l'autodétermination (y compris sur l'indépendance).

13 - Impulser un processus constitutionnel participatif impliquant le peuple et les travailleurs de Bretagne pour construire un modèle social, environnemental et économique, au bénéfice du plus grand nombre et non d'une minorité. Rompre avec Paris, l'Union Européenne, le FMI et la banque mondiale et en finir avec la constitution française de 1958.

14 - Proclamer la Bretagne « Terre d'accueil pour les réfugiés » en impulsant la création d'un réseau de villes refuges avec Nantes, Rennes, Brest et d'autres communes.

15 - Organiser la dénucléarisation (civile et militaire). Il faut démilitariser la Bretagne pour la sortir de l'influence du lobby militaro-industriel.

16 - Déclarer la Bretagne « Zone hors TAFTA », mesure symbolique forte pour informer les Bretons sur les conséquences graves de ce traité de libre-échange néolibéral antidémocratique.

17 - Fermer l'Agence Régionale Hospitalière et la remplacer par une Agence Bretonne Hospitalière pour maintenir un service de santé public de proximité, y compris en milieu rural, par l'ouverture de maisons de santé cantonales.

18 - Accorder un statut aux habitants des Îles et leurs garantir la continuité territoriale des services publics de transports.

19 - Œuvrer au maintien d'une pêche vivrière à échelle humaine, respectueuse de la ressource pour maintenir le tissu social dans tous les petits ports comme alternative aux bateaux usines pollueurs et destructeurs.

20 - Impulser une sélection de football bretonne présente dans les championnats internationaux et l'intégration des équipes de Loire-Atlantique dans la coupe de Bretagne. Œuvrer à la diffusion du Gouren, la lutte bretonne, comme sport national breton et de tous les jeux/sports bretons.

Stourmomp, haq e vimp trec'h ! Luttons, et nous vaincrons !

Liste soutenue par La Gauche Indépendantiste (Breizhistance)
www.bretagne-info.org



BRETAGNE
en luttas !



BREIZH
a stourm !